

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

N° 32-2020/AE

Arrêté préfectoral du **- 3 AOUT 2020**  
complétant l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008,  
relatif à la restructuration et à l'extension de l'atelier porcin avec mise à jour du plan  
d'épandage de l'élevage porcin et bovin exploité par le GAEC PAPE sur les sites de  
Kermao et Ty Brid à PLOUDIRY  
(siège social : Kermao à PLOUDIRY)

Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1er, le Titre 1er  
du Livre II et le Titre 1er du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

VU l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes ;

VU l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la  
mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre  
en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine  
agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux  
installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la  
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux  
installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2101-2c de la nomenclature des  
installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté  
préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en  
vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral n° 144/2008 AE du 15 décembre 2008 complété par l'arrêté préfectoral n° 248/2011 AE du 29 septembre 2011 autorisant le GAEC PAPE à exploiter un élevage porcin et bovin aux lieux-dits Kermao, Ty Brid et Le Cabel à PLOUDIRY ;

VU la demande formulée le 19 août 2019, complétée les 17 janvier et 15 avril 2020 par le GAEC PAPE (siège social : Kermao à PLOUDIRY) en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la restructuration et à l'extension de son atelier porcin avec mise à jour du plan d'épandage de son élevage porcin et bovin exploité sur les sites de Kermao et Ty Brid à PLOUDIRY ;

VU l'avis émis par la direction de la délégation départementale du Finistère de l'agence régionale de santé le 17 septembre 2019 ;

VU le rapport n° 2020 02849 du 16 juin 2020, de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées ;

VU les autres pièces du dossier ;

#### CONSIDERANT

- Les éléments techniques du dossier et l'avis favorable émis par l'ARS le 17 septembre 2019 ;
- Qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté établi à l'issue des consultations susvisées ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère

### ARRETE

**Article 1er :** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 144/2008 AE du 15 décembre 2008 susvisé est modifié et complété comme suit :

#### **Article 1.1** - Exploitant titulaire de l'autorisation

Le GAEC PAPE est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur les sites de Kermao à PLOUDIRY (siège social) et Ty Brid à PLOUDIRY, un élevage porcin de 3924 animaux-équivalents réparti comme suit : 280 porcs reproducteurs, 2820 emplacements pour les porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs), 1320 porcs de moins de 30 kg et un élevage de 127 vaches laitières.

**Article 1.2** - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime (*)
3660	Elevage intensif de porcs : b - plus de 2000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg)	2804 emplacements pour les porcs de production  <b>Site de Kermao :</b> 2292 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs)  <b>Site de Ty Brid :</b> 528 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs)	A
2101	Elevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine) :  2 c – de 50 à 150 vaches laitières	<b>Site de Kermao :</b>  127 vaches laitières	D

(\*) A : autorisation, D : déclaration

**Article 1.3** - Autres limites de l'autorisation :

La production annuelle de l'élevage porcin est limitée à 7613 porcs charcutiers.

**Article 1.4** - Prescriptions techniques applicables à l'installation :

**Article 1.4.1 - Elevages IED/Meilleures techniques disponibles (MTD) :**

♦ **Déclaration des émissions polluantes :** Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, l'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émission des polluants visés dans les annexes dudit arrêté, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, lesdites émissions générées par son élevage.

♦ **Réexamen des conditions d'exploitation :**

Conformément à l'article L 515-28 du code de l'environnement, l'exploitant procède périodiquement et selon un rythme défini réglementairement, au réexamen de ses conditions d'exploiter pour tenir compte de l'évolution des meilleures techniques disponibles. Un bilan est établi puis porté à la connaissance du préfet.

♦ **Mise en œuvre des MTD :**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. L'exploitant s'appuie à cet effet notamment sur le document de référence disponible dans l'Union Européenne à savoir le BREF-élevages intensifs.

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant doit notamment **tenir à jour et mettre à disposition** de l'inspection des installations classées un enregistrement permettant de suivre :

- ◆ la consommation annuelle d'eau ;
- ◆ la consommation annuelle des différentes sources d'énergie ;
- ◆ la consommation annuelle des différentes sources d'énergie ;
- ◆ la consommation annuelle des quantités d'aliments pour les animaux ;
- ◆ les déchets produits par type de déchets.

Concernant les bâtiments nouvellement mis en service ou faisant l'objet d'une rénovation, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre un système permettant une diminution de la teneur en ammoniac dans l'air avant rejet dans le milieu extérieur.

◆ **Energie** : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la consommation d'énergie au travers de la conception des logements des animaux, des règles de gestion de l'exploitation et de l'entretien adéquats du logement et de l'équipement.

#### **Article 1.4.2 - Prescriptions spécifiques au traitement et au transfert de matières fertilisantes et de supports de culture**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des effluents sont mesurés périodiquement et portés sur un registre d'exploitation.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

**Ainsi l'exploitant est tenu de :**

- ◆ Respecter le process et les résultats de traitement tels que présentés dans le dossier
- ◆ Notifier au préalable à l'inspection des installations classées, toute modification du bilan de traitement de nature à modifier le type d'effluents épandus et/ou le bilan fertilisant
- ◆ Transférer annuellement la quantité de compost normalisé prévue dans le dossier

## **Article 2 : Conditions générales**

S'appliquent à l'installation les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3660 -b (Elevage de porcs de plus 2000 porcs de production) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié
- Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2101-2c (Elevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié
- Prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mises en application obligatoire de normes
- Prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés
- Prescriptions de l'arrêté préfectoral 2003-1261 du 31/10/2003, complété par l'arrêté préfectoral 2007-1524 du 22 octobre 2007, alimentant en eau potable le syndicat de Ploudiry relatif au périmètre de protection rapprochée A des captages de Porlazou et Saint Jean sur la commune de Ploudiry.

**L'arrêté préfectoral complémentaire n° 248/2011 AE du 29 septembre 2011 est abrogé.**

## **Article 3 : Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES (*par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>*) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère ou affichage en mairie.

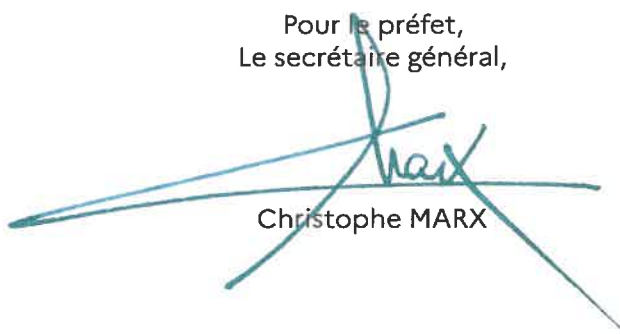
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de BREST, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

#### **DESTINATAIRES**

- Sous-préfecture de BREST
- Mairie de PLOUDIRY
- Direction départementale des territoires et de la mer
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- GAEC PAPE- PLOUDIRY